

COMMUNIQUÉ DU 7/09/2023

Le Conseil départemental abandonne plus de 50 jeunes exilés sur les trottoirs marseillais. Encore une fois, l'ensemble des pouvoirs publics se repose sur les solidaires !

Depuis juillet, des dizaines de jeunes se retrouvent à camper à la gare, sans aucune ressource. Leur nombre n'a fait qu'augmenter pendant l'été. Aujourd'hui, nous comptons plus d'une cinquantaine de "primo-arrivants", c'est-à-dire des jeunes se présentant comme mineurs et dont la minorité n'a pas encore été évaluée par l'ADDAP13, association mandatée par le département pour l'accueil et la mise à l'abri des mineurs.

L'ADDAP13 leur a opposé un manque de places et leur demandent de patienter au minimum 3 semaines. Bien sûr, sans mise à l'abri, mais aussi sans nourriture, sans aucune information sur leurs droits, et sans se soucier de leur état de santé. Depuis le dimanche 27 août, suite à l'épisode de canicule et l'orage, des solidaires ont été dans l'obligation de faire ce que les institutions auraient dû : les protéger et tenter d'assurer le strict minimum de respect de la dignité humaine, en leur permettant de s'alimenter et en trouvant des places dans des bâtiments occupés.

Aujourd'hui, une vingtaine de mineurs sont hébergés dans des squats expulsables à tout moment. Les autres sont toujours dehors, autour de la gare Saint Charles, et chaque jour de nouveaux jeunes arrivent.

La loi exige une mise à l'abri immédiate de chaque jeune isolé sur le territoire français et se déclarant mineur.e, au moins le temps de l'évaluation. Force est de constater qu'une fois de plus, L'ADDAP13 ne remplit pas ses missions et est hors la loi. Le conseil départemental étant d'ailleurs régulièrement condamné par le tribunal administratif pour ses pratiques illégales. Le reste des pouvoirs publics n'apporte pas plus de solutions.

En conséquence, les jeunes dépendent exclusivement de l'énergie et de la disponibilité de solidaires. Il est insupportable que les institutions défaillantes se reposent encore et toujours sur la société civile. Et cela fait trop longtemps que ça dure. Depuis 2017, l'histoire se répète : les associations, les collectifs, les ONG, et les marseillais.es qui ne supportent pas de voir des adolescents à la rue, pallient les carences et alertent sur les conditions d'accueil déplorables des jeunes exilé.es à Marseille (Eglise St Fereol, Squat St Just, 113 Canebière, hébergement solidaire, ...).

Nous relayons l'appel des jeunes et appelons toutes les orgas, les marseillais.es à un rassemblement :

LE MERCREDI 13 SEPTEMBRE à 9H au Métro Bougainville

Les jeunes et leurs soutiens revendiquent :

- **La mise à l'abri immédiate de tous les jeunes isolés se présentant comme mineurs. Comme le prévoit la loi. Les lieux possibles ne manquent pas et des solutions alternatives existent, c'est la volonté politique qui fait défaut.**
- **Le respect du droit des mineurs à bénéficier d'une prise en charge globale (accompagnement socio-éducatif, financier, juridique, accès à la scolarité, aux soins de santé physique et mentale)**
- **La reconnaissance de la présomption de minorité parce que nous ne sommes pas dupes. Nous savons qu'un jeune sur deux sera remis à la rue après évaluation et il faudra bien trouver des places quelque part !**

De manière plus générale, le manque de place en abri d'urgence est et sera un enjeu chaque fois qu'un jeune posera le pied sur le sol français : baisse du budget pour l'hébergement d'urgence, durcissement des peines et accélération des procédures d'expulsion des squats qui reste pourtant pourtant la seule "solution" à disposition des solidaires : **cette situation n'est plus tenable.**